



COMITÉ DES PÊCHES

SOUS-COMITÉ DU COMMERCE DU POISSON

Dix-huitième session

Procédure de correspondance écrite: 8 avril au 8 mai 2022

Séances plénières en ligne: 7, 8, 9 et 20 juin 2022

DOCUMENT DE CADRAGE SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE: INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Traditionnellement, les documents d'information ne sont disponibles qu'en anglais. Cependant, pour cette session, une traduction automatique en espagnol et en français est également fournie pour la référence des Membres. La FAO ne garantit pas l'exactitude des traductions. Veuillez donc toujours vous référer à la version anglaise.

INTRODUCTION

1. Ce document d'information présente des informations complémentaires associées au document de travail COFI:FT/XVIII/2022/11. Il détaille le rôle et les activités menées par la FAO dans le cadre de la responsabilité sociale, en particulier dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture mais aussi dans d'autres secteurs alimentaires. Plus spécifiquement pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, il présente les conclusions des consultations informelles avec les Membres, mettant en lumière les principales parties prenantes et les instruments internationaux pertinents.

LE RÔLE DE LA FAO

2. Le Cadre stratégique de la FAO contribue à la réalisation du Programme 2030 en soutenant la transformation vers des systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables afin d'assurer une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure, sans laisser personne de côté. Le Cadre stratégique de la FAO reflète les dimensions économiques, sociales et environnementales interconnectées des systèmes alimentaires. En particulier, une "vie meilleure" est directement liée à la responsabilité sociale. Elle favorise une croissance économique inclusive en réduisant les inégalités entre les zones urbaines et rurales, les pays riches et pauvres, et les hommes et les femmes.

3. En outre, la FAO promeut le travail décent et la protection sociale. La FAO travaille à améliorer les conditions de travail et à favoriser le respect des normes du travail, en particulier en milieu rural, car leur absence est l'un des principaux facteurs qui compromettent le bien-être et le potentiel productif des populations rurales. Garantir des conditions de travail décentes depuis les étapes de récolte ou d'élevage jusqu'aux consommateurs, en impliquant tous les acteurs des chaînes de valeur du poisson, est essentiel pour des activités de pêche et d'aquaculture durables.

4. À cette fin, la FAO vise à :

- Promouvoir des politiques agricoles et de sécurité alimentaire sensibles aux conditions de travail, en mettant en œuvre des mécanismes de protection contre les chocs, en tenant compte de la différenciation entre les sexes et l'âge ;
- Permettre l'adoption de codes de conduite sectoriels qui incluent les aspects de l'emploi rural décent ;
- Soutenir la mise en œuvre des principes d'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, favorisant la création d'emplois et favorisant le travail décent ;
- Soutenir les gouvernements dans l'élaboration de plans d'investissement spécifiques pour la création d'emplois.

5. Pour atteindre ces objectifs, la FAO travaille en partenariat avec des agences sœurs des Nations Unies, notamment l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation internationale du travail (OIT), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), les institutions financières internationales et les banques de développement, telles que la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque de développement des Caraïbes (CDB), les instituts de recherche, le secteur privé et la société civile.

Responsabilité sociale dans d'autres secteurs

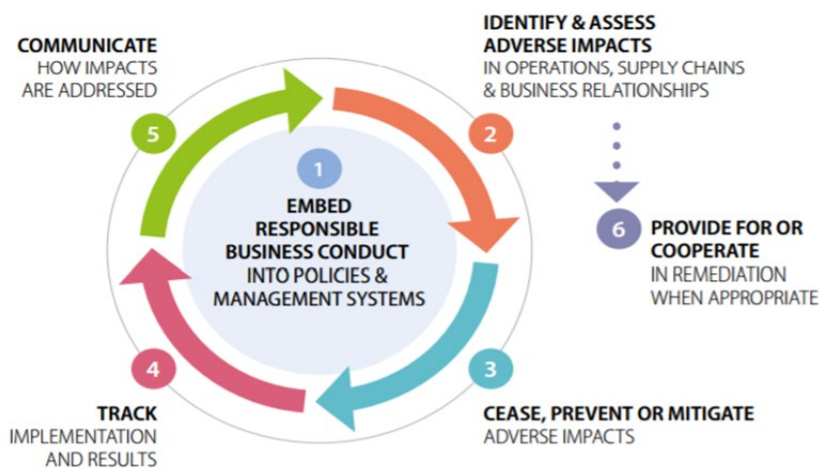
6. La FAO joue un rôle de premier plan dans le dialogue mondial sur la conduite responsable des entreprises (RBC), en développant des initiatives, des stratégies et des outils pour aider à promouvoir un développement inclusif pour les gouvernements tout en coopérant activement avec les entreprises, les ONG et les autres parties prenantes. La FAO collabore avec divers partenaires pour aborder la RBC dans l'agriculture, y compris le (Centre pour la conduite responsable des entreprises de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE par le biais du Guide OCDE-FAO et d'un plan de travail conjoint de communication et de mise en œuvre.

7. La FAO aborde la conduite responsable des entreprises dans le secteur agricole par le biais de processus axés sur la réduction des risques sociaux et environnementaux dans les chaînes d'approvisionnement. En 2016, la FAO et l'OCDE ont lancé le Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables (Guide OCDE-FAO), une norme mondiale pour la gestion des risques et du développement dans le secteur agricole¹.

8. Le Guide OCDE-FAO fournit un cadre commun et une référence applicable à l'échelle mondiale pour aider les entreprises agroalimentaires et les investisseurs à identifier et à atténuer les risques environnementaux et sociaux les plus importants associés aux chaînes d'approvisionnement agricoles. Les orientations sont pertinentes pour toutes les entreprises de la chaîne d'approvisionnement agricole, y compris les exploitations agricoles et les consommateurs de produits alimentaires et non alimentaires.

9. Le Guide OCDE-FAO établit un modèle de politique d'entreprise, traitant des risques dans la construction de chaînes d'approvisionnement, y compris un cadre en 5 étapes pour une diligence raisonnable basée sur les risques applicables aux entreprises de différentes tailles et environnements opérationnels (voir figure 1).

Figure en 5 étapes pour une diligence raisonnable basée sur les risques



Source : Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables.

10. Notamment, le Guide OCDE-FAO présente également un cadre de risque commun (voir figure 2) pour que les entreprises comprennent certains des risques les plus saillants - et les plus fréquents - dans la conduite des affaires dans les opérations en amont et en aval, y compris le travail des enfants et l'épuisement des ressources naturelles, comme la surpêche.

11. En 2021, le Parlement européen a fait référence au Guide OCDE-FAO en tant qu'outil d'entreprise dans la future directive de l'UE sur le devoir de diligence, la responsabilité des entreprises et l'atténuation des risques environnementaux et sociaux dans les chaînes d'approvisionnement².

¹ OCDE/FAO (2016), *Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables*, Éditions OCDE, Paris. dx.doi.org/10.1787/9789264251052-en

² OCDE/FAO (2016), *Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables*, Éditions OCDE, Paris. dx.doi.org/10.1787/9789264251052-en

Figure Principaux domaines de risque et de développement décrits dans le Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables



12. Le travail que la FAO développe sur RBC reflète les grands principes de la stratégie du secteur privé de la FAO et fait partie d'un programme-cadre de support CFS-RAI 3 aux investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, où il est lié aux principaux axes de travail de la FAO, notamment :

- Travail des enfants;
- Emploi rural décent;
- Biodiversité et changement climatique;
- Sylviculture et déforestation;
- Pêche responsable;
- Genre et chaînes de valeur;
- Terre et eau;
- Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;
- La faim et l'insécurité alimentaire;
- Commerce et axe de travail de la FAO sur la coopération avec le secteur privé.

CONSULTATION RÉGIONALE INFORMELLE DE LA FAO DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AVEC LES MEMBRES

13. En 2021, la FAO a organisé une série mondiale de consultations régionales informelles avec les Membres. Cela a été réalisé dans un format virtuel, dans le but de présenter et de discuter des travaux en cours dans l'élaboration des directives de la FAO sur la responsabilité sociale dans les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture.

14. Entre juin et août 2021, la FAO a organisé huit consultations régionales informelles avec des Membres d'Europe, d'Asie centrale, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Océanie. La FAO a invité tous les Membres des régions respectives aux consultations informelles, auxquelles ont participé 66 pays, avec 148 experts et représentants. L'OIT, l'OMI et la CNUCED ont également participé à ces consultations régionales informelles.

15. Les consultations ont été menées en anglais, en français, en espagnol, en arabe, en russe et en chinois, et les documents partagés avec les participants ont été traduits dans les six langues officielles de la FAO.

16. Les principaux résultats des consultations sont présentés ci-dessous.

³[fao.org/3/i6820e/i6820e.pdf](https://www.fao.org/3/i6820e/i6820e.pdf)

Les principaux problèmes liés aux questions sociales dans les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture

17. Les participants ont reconnu que les conditions de travail représentent l'un des plus gros problèmes. Ceux-ci comprennent les bas salaires, les longues heures de travail, la marginalisation et l'exploitation de personnes vulnérables, telles que les travailleurs migrants. L'importance de combattre la racine de ces problèmes est essentielle pour garantir de meilleures pratiques sociales. Cela signifie sauvegarder les droits de l'homme et le travail décent en luttant contre le travail des enfants, l'esclavage moderne et en réduisant les inégalités entre les sexes. De plus, lorsque les conditions de vie et de travail à bord ne sont pas respectées, l'équipage est isolé et le paiement des travailleurs est retenu. L'enquête et le contrôle sont essentiels pour prévenir telles situations. L'importance du rôle des femmes a été fortement soulignée, tout comme les inégalités auxquelles les femmes sont confrontées.

18. La plupart des participants ont cité un manque de protection des travailleurs et de sécurité de l'emploi et une absence de protection sociale, où l'accès à la santé et à la sécurité sociale est limité, mettant ainsi en péril la sécurité et la santé des travailleurs. Les faibles niveaux d'éducation et le manque de renforcement des capacités et de formation ont également été mentionnés. Dans certains cas, l'un des principaux problèmes est la difficulté qu'ont les travailleurs à comprendre leurs droits du travail.

19. La responsabilité et la reddition de comptes jouent un rôle clé, notamment en raison de l'informalité généralisée du secteur, qui a été fortement soulignée par les participants. L'absence d'application et de conformité a été fortement soulignée comme l'un des plus gros problèmes de l'industrie. Les cas d'illégalité, le manque de transparence, la complexité des chaînes de valeur du poisson, la faiblesse de l'organisation et de la coordination intersectorielle ont également été signalés comme de grands problèmes pour le secteur, tout comme l'absence de certaines normes et de réglementations obsolètes régissant les questions sociales dans le secteur.

20. L'accès au financement est toujours un problème, où les coûts de durabilité sont élevés et avec de faibles rendements.

21. Certains participants ont noté le soutien limité des gouvernements et un manque général de ressources.

22. La surexploitation des ressources et la surpêche ont été évoquées. Le changement climatique joue également un rôle et, par nature, le secteur est très vulnérable aux catastrophes.

23. Des problèmes tels que les mesures non tarifaires, la pauvreté, la disponibilité de données exactes, les différentes certifications et la perception des consommateurs ont également été relevés par les participants.

Les problèmes les plus difficiles pour le secteur privé afin de garantir des pratiques socialement responsables

24. La plupart des participants ont indiqué que la compétitivité était l'une des difficultés les plus importantes auxquelles le secteur privé est confronté. Cela est dû à un mercantilisme agressif et à une concurrence par les coûts. Il a été fermement souligné que les coûts élevés de leurs opérations ont un impact sur les conditions de travail des travailleurs de la pêche. Cela signifie que les coûts associés pour assurer de bonnes conditions de travail aux travailleurs de la pêche ne sont pas respectés et payés par l'industrie. Avec des prix bas des produits de la pêche et de l'aquaculture, les rendements financiers sont faibles, ce qui rend difficile la formalisation du secteur, qui a été mentionné par de nombreux participants comme un problème pour garantir des pratiques socialement responsables.

25. Les exigences et les normes incohérentes, les changements dans la loi, les juridictions multiples et les règles peu claires ont tous été soulignés par les participants. La sécurité juridique, les instruments et cadres juridiques sont essentiels pour garantir des pratiques sociales dans le secteur. Ainsi, le secteur privé ne connaissant pas les réglementations existantes pourrait conduire à une faible mise en œuvre. Le manque d'applicabilité et d'application des règlements pertinents et l'état de droit ont été fortement notés comme l'une des grandes difficultés rencontrées par le secteur privé. Il a été souligné que des orientations appropriées et globales sur la responsabilité sociale ont le potentiel de fournir une orientation claire et pratique pour garantir des pratiques socialement responsables.

26. La plupart des participants ont signalé un manque de main-d'œuvre dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, où il existe un écart entre les générations et une pénurie de main-d'œuvre. En outre, les faibles niveaux d'éducation et une formation insuffisante contribuent au faible niveau de compétences des pêcheurs et des travailleurs de la pêche. La sécurité d'emploi et la saisonnalité ont également été mentionnées. Des aspects clés, tels que la liberté d'association, l'égalité des sexes et les travailleurs migrants vulnérables ont été mis en évidence comme des questions essentielles qui devraient être prises en compte pour garantir un travail décent. Cependant, promouvoir le respect des conditions de travail dans la chaîne de valeur du poisson reste un défi pour le secteur privé.
27. De nombreux participants ont souligné le manque de ressources financières et de financement, les impôts élevés et les incitations économiques limitées. Certains participants ont fait état d'un faible soutien gouvernemental et d'investissements faibles, de la pauvreté, de problèmes économiques et de subventions.
28. La plupart des participants ont souligné le manque d'informations et de données pertinentes.
29. La réticence et le manque d'intérêt pour l'amélioration des pratiques socialement responsables de la part du secteur privé ont été soulignés comme l'un des principaux défis. La responsabilité sociale des entreprises, la capacité et la confusion quant à qui est responsable ont été mentionnées par certains participants. La rentabilité et l'impact sur les bénéficiaires sont considérés comme des difficultés. L'absence de barrières de solidarité et de gestion a également été notée.
30. La sécurité maritime et la sécurité des conditions de travail sont toujours des problèmes auxquels le secteur privé est confronté, au même titre que la santé et la sécurité sociale.
31. Les chaînes d'approvisionnement longues et complexes rendent la transparence difficile. Plusieurs participants ont noté que la transparence des opérations et des fournisseurs était un problème dans le secteur privé, avec de nombreux systèmes de certification sur le marché plus ou moins pratiques.
32. Les autres défis pour le secteur privé étaient les barrières linguistiques, les structures informelles, la sous-traitance, la faible infrastructure gouvernementale, la surveillance et la vérification, le partenariat et la collaboration, les faibles revenus, le développement des capacités, la sécurité alimentaire et les implications négatives de la pandémie.

Le Guide de la FAO peut être un outil utile pour servir le secteur privé et soutenir les gouvernements

Points fondamentaux que les directives de la FAO devraient couvrir

33. De nombreux participants ont fortement insisté sur le fait que les directives de la FAO devraient protéger les droits de l'homme et du travail et être faciles à mettre en œuvre. Certains participants ont noté que l'approche de la diligence raisonnable devrait être prise en considération.
34. Les directives de la FAO doivent être complètes, pratiques, facultatives, conviviales et rédigées dans un langage simple.
35. Le principal domaine de travail devrait porter sur la responsabilité sociale, y compris des conditions de travail décentes dans la chaîne de valeur du poisson afin de garantir de bonnes pratiques. Cela comprendra également la protection sociale, les conditions de santé et de sécurité. De nombreux participants ont souligné que l'inégalité entre les sexes et l'autonomisation, le travail des enfants, les travailleurs migrants, l'esclavage, le travail forcé et les droits des autochtones devraient être abordés.
36. Les participants ont souligné que les directives de la FAO devraient s'appuyer sur les instruments existants et le droit international, la principale source devant être les normes de travail existantes. Il devrait suivre une approche similaire à celle utilisée par le Guide OCDE-FAO. Il doit également être conforme aux principes internationalement reconnus liés à la responsabilité sociale dans la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture et à sa conformité, où la transparence et la traçabilité des produits de la pêche et de l'aquaculture sont essentielles.
37. Les directives de la FAO devraient contenir une évaluation générale du secteur, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur. En particulier, les participants ont souligné la pêche à petite échelle, les activités

d'aquaculture, la commercialisation et la vente au détail, et l'accent mis sur les petits commerçants. Les aspects liés au commerce, l'accès aux marchés, les activités après culture et la pêche industrielle ont été mentionnés par certains participants.

38. La plupart des participants ont souligné qu'il devrait y avoir une responsabilité sociale dans l'industrie et que cette responsabilité est partagée principalement entre les gouvernements et l'industrie. Cependant, la responsabilité du consommateur et de l'État du pavillon a également été notée. L'importance d'avoir une synergie publique-privée et l'inclusion des parties prenantes ont été mentionnées.

39. Les participants ont mentionné d'autres domaines pour les directives de la FAO, notamment le suivi et la surveillance, les intermédiaires, les salaires équitables, la discrimination, la culture, la coopération et la collaboration, la formation et l'éducation, la retraite, la valeur ajoutée, les dialogues sociaux, les incitations financières et les systèmes d'information.

PARTIES PRENANTES CLÉS

Parties prenantes liées à la pêche et à l'aquaculture

ORGANISATION	BRÈVE DESCRIPTION
ACG, Association pour la continuité des générations	L'Association pour la continuité des générations "ACG" promeut le développement durable, l'équité entre les sexes, l'égalité, l'emploi des jeunes, le renforcement des capacités et la sensibilisation du public pour maintenir un environnement social sain. Il travaille en partenariat avec d'autres composantes de la société civile, des associations professionnelles et des institutions privées et publiques. http://www.acg-generations.org/
AIPCE-CEP, Association européenne des transformateurs et commerçants de poisson	L'AIPCE (Association européenne des transformateurs et commerçants de poisson) et la CEP (Fédération européenne des organisations nationales d'importateurs et d'exportateurs de poisson) représentent 19 associations nationales de l'UE de 12 États membres et 3 associations nationales de pays tiers (Royaume-Uni, Norvège, Maroc), représentant plus de 3 900 entreprises et 128 000 personnes (plus de 80 % de représentativité au niveau de l'UE). L'AIPCE-CEP travaille à contribuer aux relations ou aux négociations commerciales en cours et aux accords de libre-échange ; surveiller la procédure INN avec les pays non coopérants, la mise en œuvre des ATQ et les normes de commercialisation, telles que les exigences en matière d'étiquetage; des projets d'audit pour la traçabilité et l'étiquetage des produits de la pêche ; contribuer à la réglementation concernant la filière du poisson et maintenir un contact régulier avec la DG SANTE ; fournir une plate-forme pour la coordination de la représentation dans les conseils consultatifs et suivre de près les développements au sein du conseil consultatif du marketing. https://www.aipce-cep.org/
Alliance des fruits de mer de la Colombie- Britannique	La BC Seafood Alliance est un organisme sans but lucratif qui représente plus de 90 % des produits de la mer récoltés commercialement. Il s'agit d'un groupe de coordination qui rassemble les pêcheurs de capture traditionnels, les transformateurs de produits de la mer, les commerçants et les exportateurs de la Colombie-Britannique. https://www.bcseafoodalliance.com/
CAOPA, Confédération Africaine des Organisations Professionnelles de la Pêche Artisanale	La CAOPA est une confédération d'organisations professionnelles, femmes et hommes, de la pêche artisanale maritime et continentale en Afrique. CAOPA comprend 24 organisations en Afrique. La CAOPA travaille au renforcement de l'organisation professionnelle de la pêche artisanale et des dynamiques organisationnelles axées sur la transparence et la démocratie ; promouvoir le rôle des femmes par des politiques de développement de leurs activités ; créer une fédération unique des professionnels du secteur de la pêche artisanale pour chaque membre ; mettre en œuvre les directives volontaires de la FAO pour une pêche artisanale durable et la stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique; élaborer un plan d'action pour soutenir les aires marines protégées et restaurer les sites de mangroves dans certains pays membres. https://caopa.org/

CeDePesca	<p>CeDePesca est une organisation à but non lucratif qui promeut les mécanismes de participation, d'échange et de dialogue entre les différents acteurs du secteur de la pêche.</p> <p>CeDePesca mène des recherches, organise des formations et promeut des alternatives qui contribuent à la réalisation d'une pêche durable. Sa compétence principale est la réalisation d'une pêche durable en Amérique latine et dans les Caraïbes grâce à une gestion durable.</p> <p>https://cedepesca.net/</p>
CEPESCA	<p>CEPESCA est la Confédération espagnole de la pêche, fondée par l'union des trois principaux employeurs de la pêche de l'État espagnol - la Fédération espagnole des organisations de pêche (FEOPE), la Fédération espagnole des armateurs de pêche (FEABP) et l'Organisation nationale des associations de pêche. (ONAPE). CEPESCA résulte d'une alliance commerciale de la pêche commerciale européenne, composée de 36 associations d'armateurs pêcheurs, 725 sociétés de pêche, 781 bateaux, 10 000 équipages et 300 000 tonnes de tonnage, représentant 50 % des captures espagnoles.</p> <p>CEPESCA vise à améliorer la compétitivité des entreprises en valorisant la vocation des pêcheurs et l'image du secteur de la pêche, en favorisant le développement d'une pêche durable et responsable, en encourageant le travail d'équipe et en luttant contre la pêche INN.</p> <p>https://cepesca.es/</p>
CFFA-CAPE, Coalition pour des accords de pêche équitable	<p>CFFA-CAPE est une plateforme d'organisations européennes et africaines qui sensibilise aux impacts des accords de pêche UE-Afrique sur la pêche africaine.</p> <p>L'objectif principal de CFFA est de promouvoir les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des communautés de pêcheurs côtiers par le partage d'informations, le plaidoyer et le soutien au dialogue entre les organisations des pays ACP et les décideurs et le secteur privé de l'UE.</p> <p>https://www.cffacape.org/</p>
CONXEMAR	<p>CONXEMAR est l'Association espagnole des grossistes, importateurs, fabricants et exportateurs de produits de la pêche, y compris l'aquaculture.</p> <p>CONXEMAR vise à contribuer à l'amélioration de la compétitivité des membres ; promouvoir et défendre le système de marché libre ; représenter et protéger les intérêts du secteur, promouvoir des campagnes pour augmenter la consommation d'aliments surgelés ; et parvenir à une réglementation européenne et nationale plus « favorable aux entreprises » pour l'industrie.</p> <p>https://conxemar.com/fr</p>
Coalition des CSO, Coalition des organisations de la société civile pour des produits de la mer éthiques et durables	<p>La Coalition des organisations de la société civile pour des produits de la mer éthiques et durables ("Coalition des CSO") se compose des CSO nationales et internationales travaillant à la résolution des problèmes liés aux droits de l'homme et à l'environnement dans le secteur thaïlandais des produits de la mer.</p> <p>La Coalition des CSO se concentre sur la coordination des données, des informations et des réseaux de chaque organisation membre pour aider les stratégies à plaidoyer afin de promouvoir et d'autonomiser les CSO nationales en Thaïlande; et de produire des recommandations axées sur les politiques et fondées sur des preuves au gouvernement thaïlandais et au secteur privé pour faire appliquer les changements apportés aux cadres juridiques et réglementaires du secteur des produits de la mer.</p> <p>https://www.seafish.org/responsible-sourcing/tools-for-ethical-seafood-sourcing/records/coalition-for-ethical-and-sustainable-seafood-cso-coalition/#:~:text=The%20CSO%20Coalition%20vise%20à,%20gérer%20la%20secteur%20des%20fruits%20de%20mer.</p>
Europêche	<p>Europêche est l'organisme représentatif des pêcheurs dans l'Union européenne de plus de 80 000 pêcheurs.</p> <p>Europêche promeut des pratiques de pêche responsables et durables pour contribuer à la demande mondiale croissante de poissons et de produits de la pêche sains</p> <p>http://europeche.chil.me/</p>
Fenip	<p>La Fédération des Industries de Transformation et de Valorisation des Produits de la Pêche (FENIP) représente l'industrie de la transformation du poisson au Maroc, qui regroupe sept branches d'activités -poisson en semi-conserve, farine et huile de poisson, congélation du poisson à terre, conditionnement et exportation des traitements du poisson frais et en conserve et des algues.</p> <p>Les principaux objectifs sont de représenter et de défendre les intérêts de ses membres ; fournir une analyse et une étude des mesures appropriées pour développer les industries de transformation des produits de la pêche et améliorer les conditions de production, de distribution et de vente.</p> <p>http://www.fenip.org.ma/</p>

Fishwise	<p>FishWise est une organisation à but non lucratif, fondée pour permettre aux consommateurs et aux détaillants en alimentation de soutenir la durabilité des produits de la mer et de protéger les écosystèmes océaniques.</p> <p>FishWise promeut la santé et le rétablissement des écosystèmes océaniques en fournissant des outils innovants basés sur le marché à l'industrie des produits de la mer, soutenant la durabilité grâce à des pratiques commerciales écologiquement et socialement responsables.</p> <p>https://fishwise.org/</p>
FITI, Initiative pour la transparence des pêches	<p>L'Initiative pour la transparence des pêches (FiTI) a été développée comme un effort unique complétant et soutenant d'autres efforts nationaux, régionaux et mondiaux pour parvenir à une gouvernance responsable des pêches.</p> <p>L'objectif de la FiTI est d'accroître la transparence et la participation à la gouvernance des pêches au profit d'une gestion plus durable des pêches marines.</p> <p>https://fisheriestransparency.org/</p>
GAA, Alliance mondiale de l'aquaculture	<p>L'Alliance mondiale de l'aquaculture est une organisation non gouvernementale internationale dédiée à la défense, à l'éducation et au leadership en matière d'aquaculture responsable. Il soutient et engage les parties prenantes du monde entier qui se consacrent à la promotion de pratiques aquacoles écologiquement et socialement responsables.</p> <p>https://www.aquaculturealliance.org/</p>
GFW, Observatoire mondial de la pêche	<p>L'Observatoire mondial de la pêche est une organisation internationale indépendante à but non lucratif.</p> <p>Il a été initialement mis en place grâce à une collaboration entre trois partenaires: Oceana, une organisation internationale de conservation des océans; SkyTruth, experts dans l'utilisation de la technologie satellitaire pour protéger l'environnement; et Google, qui fournit les outils de traitement du Big Data.</p> <p>Il offre des données gratuites et un suivi des activités de pêche commerciale mondiale en temps quasi réel, soutenant les nouvelles sciences et recherches et stimulant le dialogue mondial sur la transparence des océans.</p> <p>https://globalfishingwatch.org/</p>
GIPP, Groupement Interprofessionnel des Produits de la Pêche	<p>Le Groupement Interprofessionnel des Produits de la Pêche (GIPP) est un établissement public économique en Tunisie doté de la responsabilité civile et de l'autonomie financière sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques et de la Pêche.</p> <p>La mission du GIPP est d'assurer des ressources halieutiques durables à long terme, d'aider les communautés à améliorer l'utilisation de l'eau, la santé des rivières et des systèmes de production, et de gérer la biosécurité et les risques alimentaires.</p> <p>http://www.gipp.tn/</p>
GSSI, Initiative mondiale pour des produits de la mer durables	<p>Les Fruits de mer durables mondiaux (GSSI) est un partenariat mondial établissant une référence pour les systèmes de certification des produits de la mer. GSSI est un partenariat public-privé sur la durabilité des produits de la mer avec environ 90 parties prenantes à l'échelle de l'industrie.</p> <p>Il est dirigé par un comité directeur représentant la chaîne de valeur des produits de la mer, les entreprises, les ONG, les gouvernements et les organisations internationales – dont la FAO.</p> <p>https://www.ourgssi.org/</p>
GTA, Alliance mondiale du thon	<p>L'Alliance globale du thon (GTA) est un groupe indépendant de détaillants et d'entreprises de la chaîne d'approvisionnement du thon qui s'est engagé à définir des stratégies de récolte pour la pêche au thon, à éviter les produits INN, à améliorer la traçabilité, la durabilité environnementale et à faire progresser les travaux sur les droits de l'homme dans la pêche au thon et à mettre en œuvre les objectifs. énoncés dans la déclaration de traçabilité du thon 2020 du Forum économique mondial.</p> <p>https://www.globaltunaalliance.com/</p>
Droits de l'homme en mer	<p>Droits de l'homme en mer est une organisation caritative constituée en société (CIO). Il a été créé au profit de la communauté internationale concernant l'engagement direct pour dénoncer et mettre fin aux abus en mer, apportant des changements positifs grâce au développement juridique et politique.</p> <p>https://www.humanrightsatsea.org/</p>
ICFA, Coalition internationale des associations de pêche	<p>L'ICFA est une coalition d'associations professionnelles nationales de l'industrie du poisson et des fruits de mer des principales nations de pêche du monde, formée en 1988 pour fournir aux décideurs une voix unifiée sur les problèmes mondiaux du poisson et des fruits de mer.</p> <p>Les membres de l'ICFA préconisent des politiques pour l'utilisation durable à long terme des ressources marines vivantes au profit de la sécurité alimentaire et de la prospérité mondiales.</p>

<p>ICSF, Collectif international de soutien aux travailleurs de la pêche</p>	<p>L'ICSF est une organisation non gouvernementale internationale représentant les travailleurs de la pêche, principalement les pêcheurs à petite échelle et artisanaux.</p> <p>En tant qu'organisation de soutien, l'ICSF s'engage à influencer les processus décisionnels nationaux, régionaux et internationaux dans le domaine de la pêche afin de reconnaître dûment l'importance de la pêche artisanale, des travailleurs de la pêche et des communautés de pêcheurs.</p> <p>https://www.icsf.net/</p>
<p>IFFO, Organisation des ingrédients marins</p>	<p>L'IFFO est une organisation commerciale internationale qui représente et promeut l'industrie des ingrédients marins, tels que la farine de poisson, l'huile de poisson et d'autres secteurs connexes, afin de renforcer la position mondiale de l'industrie tout en soutenant un approvisionnement responsable dans le monde entier.</p> <p>https://www.iffocom.com/</p>
<p>IPNLF, Fondation internationale des poteaux et lignes</p>	<p>La Fondation internationale Pole and Line (IPNLF) est une organisation caritative internationale travaillant dans les domaines de la science, de la politique et du secteur des produits de la mer pour développer, soutenir et promouvoir une pêche au thon à la canne et à la ligne à main socialement et écologiquement responsable dans le monde entier.</p> <p>http://ipnlf.org/</p>
<p>LDAC, Conseil consultatif de la flotte longue distance</p>	<p>Le Conseil consultatif de la flotte longue distance (LDAC) est un organe dirigé par les parties prenantes de la pêche de l'UE qui fournit des conseils fondés sur des données probantes à la Commission européenne et aux États membres concernant diverses questions relatives à la gestion des ressources marines en dehors des eaux de l'UE.</p> <p>LDAC promeut la conservation de la biodiversité marine ainsi que l'utilisation et la gestion durables des ressources halieutiques en dehors des eaux de l'UE tout en assurant des conditions équitables et en améliorant la compétitivité économique des flottes des États membres de l'UE.</p> <p>https://ldac.eu/fr/</p>
<p>LPN, Réseau de promotion des droits du travail</p>	<p>Le Réseau de promotion des droits du travail (LPN) a été créé pour améliorer la vie des travailleurs migrants en Thaïlande en s'attaquant à l'injustice causée par la discrimination et l'inégalité.</p> <p>Les rôles de LPN sont: (i) d'organiser des missions de sauvetage et d'assistance aux travailleurs migrants de la pêche, et (ii) d'accompagner les migrants dans leurs conditions de vie et leur intégration sociale par l'éducation.</p> <p>https://www.lpnfoundation.org/</p>
<p>Ocean outcomes</p>	<p>Ocean outcome travaille avec les communautés et l'industrie des produits de la mer pour améliorer la durabilité des pêcheries à haut risque et cultive des relations étroites avec les pêcheurs, les acheteurs de produits de la mer, les agences gouvernementales et les ONG pour découvrir et mettre en œuvre des solutions locales aux problèmes systémiques dans les pêcheries d'importance mondiale.</p> <p>Il comprend des évaluations de la pêche, des projets d'amélioration de la pêche (FIP), des programmes d'engagement des acheteurs, une analyse de la chaîne d'approvisionnement et d'autres travaux contractuels liés à la pêche.</p> <p>https://www.oceanoutcomes.org/</p>
<p>Oceane</p>	<p>Oceana est une organisation à but non lucratif de conservation des océans qui vise à influencer des décisions politiques spécifiques au niveau national pour préserver et restaurer les océans du monde.</p> <p>https://oceana.org/</p>
<p>OPAGAC, Organisation des Producteurs de Grands Thoniers Congélateurs</p>	<p>L'OPAGAC est une association nationale des armateurs de thoniers congélateurs en Espagne. Elle s'engage à assurer la durabilité environnementale, sociale et opérationnelle de sa flotte.</p> <p>http://opagac.org/fr/</p>
<p>PFA, Association des chalutiers- congélateurs pélagiques</p>	<p>L'Association des chalutiers-congélateurs pélagiques (PFA) représente les intérêts de 9 compagnies européennes de chalutiers-congélateurs pélagiques et exploite une flotte combinée de 23 navires.</p> <p>Les navires des membres de la PFA s'efforcent de devenir plus respectueux de l'environnement afin de réduire la consommation de carburant et d'améliorer la pêche sélective. Aussi, l'amélioration des conditions de travail et de vie des équipages à bord de nos navires fait partie des valeurs fondamentales.</p> <p>https://www.pelagicfish.eu/</p>
<p>Seafish</p>	<p>Seafish représente l'industrie britannique des produits de la mer, y compris les pêcheurs, les transformateurs, les grossistes, les services alimentaires, les détaillants et les consommateurs, et, dans la mesure du possible,</p>

	<p>soutient la politique gouvernementale, soutient l'industrie des produits de la mer et garantit que les consommateurs reçoivent une source de fruit de mer de haute qualité, sûre et durable.</p> <p>Seafish a créé le groupe de langage commun sur l'éthique des produits de la mer (SECLG), une réponse collective aux préoccupations croissantes concernant les pratiques contraires à l'éthique sur le marché mondial des produits de la mer. L'objectif est d'établir une compréhension commune des problèmes éthiques au sein de l'industrie des produits de la mer, de communiquer les mesures prises pour les résoudre et de convenir d'un programme clair pour les actions futures.</p> <p>https://www.seafish.org/</p>
SFP, Partenariat pour une pêche durable	<p>Le Partenariat pour une pêche durable (SFP) s'engage à garantir la santé des écosystèmes marins et aquatiques, à sécuriser l'approvisionnement en produits de la mer, à engager les chaînes d'approvisionnement mondiales en produits de la mer dans la reconstitution des stocks de poissons épuisés et à réduire les impacts environnementaux de la pêche et de la pisciculture.</p> <p>https://www.sustainablefish.org/</p>
SIFFS, Fédération des sociétés de pêcheurs du sud de l'Inde	<p>La Fédération des sociétés de pêcheurs du sud de l'Inde (SIFFS) est une organisation non gouvernementale (ONG) travaillant dans le secteur de la pêche maritime. C'est l'organe faîtière des organisations de pêcheurs artisanaux à petite échelle, avec une structure organisationnelle à trois niveaux. Le SIFFS compte plus de 9104 pêcheurs membres, organisés en 153 sociétés primaires dans huit districts de la péninsule méridionale de l'Inde.</p> <p>Le SIFFS s'est concentré sur le renforcement de la pêche artisanale au cours des deux dernières décennies et s'est établi essentiellement comme une organisation de commercialisation du poisson. Le SIFFS se consacre à l'amélioration des moyens de subsistance des pêcheurs, à la promotion de leurs produits, au soutien et à la protection des pêcheurs, y compris les femmes, et à la recherche et à la diffusion d'informations pour améliorer leurs conditions.</p> <p>http://www.siffs.org/</p>
WFF, Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche	<p>Le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF) est une organisation non gouvernementale internationale représentant 48 organisations nationales de communautés traditionnelles de pêcheurs à petite échelle dans 42 pays, dont les moyens de subsistance dépendent directement de la gestion durable des ressources halieutiques.</p> <p>Il agit en tant qu'organisme mondial représentant les préoccupations des communautés de pêcheurs traditionnels dont la survie est directement menacée par la réduction du rôle des gouvernements dans la réglementation des pêches.</p> <p>https://www.worldfisher-forum.org/</p>
WFFP, Forum mondial des peuples de pêcheurs	<p>Le Forum mondial des peuples de pêcheurs (WFFP) est un mouvement social de masse de petits pêcheurs du monde entier, fondé en 1997 à New Delhi, en Inde.</p> <p>Le WFFP a construit des alliances et une solidarité solide entre les peuples de pêcheurs à travers le monde (à la fois en interne et avec d'autres organisations) et a réussi à placer les droits humains des peuples de pêcheurs à l'ordre du jour de l'ONU.</p> <p>https://worldfishers.org/</p>
WSI, Association internationale des femmes de l'industrie des produits de la mer	<p>L'Association internationale des femmes de l'industrie des produits de la mer (WSI) a été créée par des professionnels des produits de la mer et des spécialistes du genre pour souligner la contribution des femmes à l'industrie des produits de la mer, sensibiliser aux questions de genre et promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans l'industrie des produits de la mer.</p> <p>https://womeninseafood.org/</p>

Autres parties prenantes concernées

ORGANISATION	BRÈVE DESCRIPTION
Anti-esclavage international	<p>Anti-esclavage international est une organisation non gouvernementale internationale au Royaume-Uni qui travaille pour mettre fin à l'esclavage dans le monde en menant des projets et des campagnes au Royaume-Uni et en Europe, en Afrique et en Asie, couvrant le monde entier.</p> <p>https://www.antislavery.org/</p>
ACTU, Conseil australien des syndicats	<p>Le Conseil australien des syndicats (ACTU) est le plus grand organisme représentant les travailleurs en Australie. Il s'agit d'une centrale syndicale nationale regroupant 46 syndicats affiliés et huit conseils des métiers et du travail. L'ACTU est membre de la Confédération syndicale internationale.</p> <p>L'ACTU s'emploie à rétablir les droits des travailleurs. Il mène également plusieurs campagnes, y compris le lieu de travail, la santé et la sécurité, une plus grande égalité pour les femmes, l'amélioration des heures de travail, les droits aux congés payés, de meilleures conditions d'emploi et la mise en place d'un système de retraite universel.</p> <p>https://www.actu.org.au/</p>
CGF, Forum des biens de consommation	<p>Le Forum des biens de consommation (CGF) est un réseau industriel mondial paritaire qui est animé par ses membres pour encourager l'adoption internationale de pratiques et de normes au service de l'industrie des biens de consommation dans le monde entier.</p> <p>Il rassemble les PDG et les cadres supérieurs de quelque 400 détaillants, fabricants, prestataires de services et autres parties prenantes dans 70 pays.</p> <p>https://www.theconsumergoodsforum.com/</p>
CI, Conservation internationale	<p>Conservation International (CI) est une organisation environnementale américaine à but non lucratif. CI se concentre sur la conservation de la biodiversité, la protection de la nature et de ceux qui en dépendent, et les liens entre le bien-être humain et les écosystèmes naturels.</p> <p>https://www.conservation.org/</p>
DIHR, Institut danois des droits de l'homme	<p>L'Institut danois des droits de l'homme (DIHR) est une institution nationale des droits de l'homme (INDH) opérant conformément aux Principes de Paris des Nations Unies pour promouvoir l'égalité de traitement sans distinction de race, d'origine ethnique, de sexe et de handicap.</p> <p>https://www.humanrights.dk/</p>
EJF, Fondation pour la justice environnementale	<p>La Fondation pour la justice environnementale (EJF) est une organisation à but non lucratif basée au Royaume-Uni qui travaille à une échelle internationale pour protéger l'environnement et les droits de l'homme.</p> <p>https://ejfoundation.org/</p>
ETF, Fédération européenne des travailleurs des transports	<p>La Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) est la fédération des syndicats des travailleurs du secteur européen des transports et est affiliée à la Confédération européenne des syndicats pour améliorer les conditions de travail et la qualité des emplois dans le secteur de la pêche. L'implication de l'ETF dans le dialogue social et les activités conjointes avec d'autres organisations est au cœur de cet objectif.</p> <p>https://www.etf-europe.org/</p>
ETI, Initiative de commerce éthique	<p>L'Initiative de commerce éthique (ETI) est un organisme indépendant basé au Royaume-Uni, une alliance de premier plan d'entreprises, de syndicats et d'ONG pour s'attaquer aux mesures que les entreprises devraient prendre pour commercer de manière éthique et comment faire une différence positive dans la vie des travailleurs.</p> <p>https://www.ethicaltrade.org/</p>

EuroCommerce	<p>EuroCommerce représente les fédérations nationales et les entreprises des secteurs de la vente au détail, de la vente en gros et du commerce international des pays européens.</p> <p>Ses membres comprennent des fédérations nationales du commerce dans 31 pays, les 27 principales entreprises européennes de vente au détail et en gros et des fédérations représentant des secteurs commerciaux spécifiques.</p> <p>EuroCommerce est synonyme de commerce de détail et de commerce compétitif, durable et équitable en Europe.</p> <p>https://www.eurocommerce.eu/</p>
GANHRI, Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme	<p>L'Alliance mondiale pour les institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) est l'association internationale des institutions nationales des droits de l'homme (NHRIs) de toutes les régions du monde.</p> <p>GANHRI promeut le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans le monde entier, offrant un forum à ses membres pour interagir et échanger et faciliter leur engagement avec les organisations internationales.</p> <p>https://ganhri.org/</p>
GIZ, Société allemande de coopération internationale GmbH	<p>La Société allemande de coopération internationale GmbH (GIZ) est une agence de développement allemande basée à Bonn et Eschborn qui fournit des services dans le domaine de la coopération internationale au développement. La GIZ met principalement en œuvre des projets de coopération technique du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), son principal commanditaire, bien qu'elle travaille également avec le secteur privé et d'autres organisations gouvernementales nationales et supranationales.</p> <p>La GIZ cherche à suivre le paradigme du développement durable, qui vise le développement économique par l'inclusion sociale et la protection de l'environnement.</p> <p>https://www.giz.de/en</p>
Greenpeace	<p>Greenpeace est une organisation environnementale non gouvernementale qui concentre ses campagnes sur les problèmes mondiaux pour protéger la biodiversité sous toutes ses formes, prévenir la pollution et l'abus de l'océan, de la terre, de l'air et de l'eau douce, le changement climatique, la déforestation, la surpêche, la chasse commerciale à la baleine, le génie génétique et les questions anti-nucléaires.</p> <p>https://www.greenpeace.org/international/</p>
HRW, Human Rights Watch	<p>Human Rights Watch (HRW) mène des recherches et plaide en faveur des droits humains afin de protéger les personnes les plus à risque, des minorités vulnérables et des civils en temps de guerre aux réfugiés et aux enfants dans le besoin, en enquêtant et en signalant les abus dans le monde entier.</p> <p>https://www.hrw.org/</p>
ITF, Fédération internationale des ouvriers du transport	<p>La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) est une fédération syndicale mondiale de syndicats de travailleurs du transport visant à améliorer la vie au travail, reliant près de 700 syndicats affiliés de 150 pays qui pourraient autrement être isolés et aidant les membres à garantir les droits, l'égalité et la justice.</p> <p>https://www.itfglobal.org/en</p>
IUF Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes	<p>L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie, de la restauration, du ravitaillement, du tabac et des branches connexes (IUF) est une fédération syndicale mondiale de syndicats avec des membres dans diverses industries, dont beaucoup sont liées à la transformation des aliments. L'IUF représente les travailleurs employés dans l'agriculture dans le monde entier, représentant plus de 10 millions de travailleurs.</p> <p>L'IUF s'efforce de renforcer les syndicats membres par le biais d'un soutien mutuel, de lutter pour la reconnaissance syndicale à tous les niveaux, y compris au niveau international, de défendre les droits humains, démocratiques et syndicaux et d'assurer un approvisionnement adéquat en aliments sûrs et abordables pour tous.</p> <p>https://www.iuf.org/</p>

Oxfam	Oxfam est une confédération de 20 organisations caritatives indépendantes luttant pour réduire la pauvreté dans le monde, fondée sur l'engagement envers l'universalité des droits de l'homme. https://www.oxfam.org/en
Pew Charitable Trusts	La Pew Charitable Trusts est une organisation mondiale de recherche et de politique publique qui fonctionne toujours comme une organisation non gouvernementale non partisane, fondée en 1948 pour renforcer les politiques et pratiques environnementales afin de produire une protection significative et mesurable pour les systèmes terrestres et marins du monde entier. https://www.pewtrusts.org/en/
Rare	Rare est une organisation environnementale à but non lucratif basée aux États-Unis qui aide les communautés à adopter des comportements durables vis-à-vis de leur environnement et de leurs ressources naturelles. https://rare.org/
WWF, Fonds mondial pour la nature sauvage	Le Fonds mondial pour la nature (WWF) est une organisation non gouvernementale internationale qui travaille à la préservation de la nature sauvage et à la réduction de l'impact humain sur l'environnement. https://www.worldwildlife.org/

INSTRUMENTS ET OUTILS INTERNATIONAUX EXISTANTS PERTINENTS

ORGANISATION	NOM
OIT	C011 - Convention sur le droit d'association (agriculture), 1921 (n° 11)
	C029 - Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 29)
	C081 - Convention sur l'inspection du travail, 1947 (n° 81)
	C087 - Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87)
	C088 - Convention sur le service de l'emploi, 1948 (n° 88)
	C094 - Convention sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (n° 94)
	C095 - Convention sur la protection du salaire, 1949 (n° 95)
	C097 - Convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (n° 97)
	C098 - Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n° 98)
	C100 - Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (n° 100)
	C101 - Convention sur les congés payés (agriculture), 1952 (n° 101)
	C105 - Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957 (n° 105)
	C111 - Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (n° 111)
	C129 - Convention sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (n° 129)
	C131 - Convention sur la fixation des salaires minima, 1970 (n° 131)
	C135 - Convention des représentants des travailleurs, 1971 (n° 135)
	C138 - Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138)
C141 - Convention sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (n° 141)	
C143 - Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 (n° 143)	

ORGANISATION	NOM
	C144 - Convention sur la consultation tripartite (normes internationales du travail), 1976 (n° 144)
	C155 - Convention sur la sécurité et la santé au travail, 1981 (n° 155)
	C161 - Convention sur les services de santé au travail, 1985 (n° 161)
	C177 - Convention sur le travail à domicile, 1996 (n° 177)
	C181 - Convention sur les agences d'emploi privées, 1997 (n° 181)
	C182 - Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 182)
	C183 - Convention sur la protection de la maternité, 2000 (n° 183)
	C184 - Convention sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (n° 184)
	C187 - Convention sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (n° 187)
	R085 - Recommandation sur la protection des salaires, 1949 (n° 85)
	R086 - Recommandation sur les migrations pour l'emploi (révisée), 1949 (n° 86)
	R093 - Recommandation sur les congés payés (agriculture), 1952 (n° 93)
	R117 - Recommandation sur la formation professionnelle, 1962 (n° 117)
	R133 - Recommandation sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (n° 133)
	R143 - Recommandation des représentants des travailleurs, 1971 (n° 143)
	R149 - Recommandation sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (n° 149)
	R163 - Recommandation sur la négociation collective, 1981 (n° 163)
	R164 - Recommandation sur la sécurité et la santé au travail, 1981 (n° 164)
	R171 - Recommandation sur les services de santé au travail, 1985 (n° 164)
	R190 - Recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 190)
	R192 - Recommandation sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (n° 192)
	C187 - Convention sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (n° 187)
	R198 - Recommandation sur les relations de travail, 2006 (n° 192)
	R202 - Recommandation sur les socles de protection sociale, 2012 (n° 192)
	R204 - Recommandation sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015 (n° 204)
	P029 - Protocole de 2014 à la convention sur le travail forcé, 1930
	Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail
	Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable
	Déclaration du centenaire pour l'avenir du travail, 2019
	Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les EMN)

ORGANISATION	NOM
	Code de pratique sur la sécurité et la santé dans l'agriculture
	Lignes directrices sur la promotion du travail décent et de la sécurité routière dans le secteur des transports
	Principes généraux et lignes directrices opérationnelles pour un recrutement équitable et définition des commissions de recrutement et des frais connexes
	Combattre le travail forcé: un manuel pour les employeurs et les entreprises
	Cadre multilatéral sur la migration de main-d'œuvre Principes et lignes directrices non contraignants pour une approche de la migration de main-d'œuvre fondée sur les droits
	Manuel pour les employeurs et les entreprises – Livret 3 Principes directeurs pour combattre le travail forcé
	SST – Lignes directrices sur les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail, 2001
FAO	Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables
	CSA RAI – Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires
ONU	Charte internationale des droits de l'homme
	Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants
	Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
	Guide du Pacte mondial pour la durabilité des entreprises
	HRET- Déclaration sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme
	DUDH – Déclaration universelle des droits de l'homme
OCDE	Guide OCDE-FAO pour des chaînes d'approvisionnement agricoles responsables
	Lignes directrices pour les entreprises multinationales